Les terrains militaires comme ressort de l'urbanisation au XX^e siècle dans l'agglomération lyonnaise

Marie-Clotilde Meillerand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/382>

DOI : 10.4000/insitu.382

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Marie-Clotilde Meillerand, « Les terrains militaires comme ressort de l'urbanisation au XX^e siècle dans l'agglomération lyonnaise », *In Situ* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 27 juillet 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/382> ; DOI : 10.4000/insitu.382

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les terrains militaires comme ressort de l'urbanisation au XX^e siècle dans l'agglomération lyonnaise

Marie-Clotilde Meillerand

Introduction

- ¹ Jusqu'à la fin du XX^e siècle, le poids de l'institution militaire reste relativement important dans les grandes villes françaises, notamment en termes d'emprises foncières¹. Les terrains militaires représentent en effet souvent une emprise spatiale non négligeable au cœur de la ville contemporaine. Au début du XX^e siècle, un mouvement de déclassement progressif de ces territoires, *intra-muros* d'abord, est enclenché à Paris et dans les grandes villes françaises, comme par exemple à Lyon. Cette vague de déclassement n'est pas sans conséquence sur la réorganisation des espaces urbains. Les liens existant entre aménagement de l'espace et territoires militaires, (particulièrement les lignes de fortifications) ont été identifiés comme des éléments qui influent en partie sur la localisation d'industries, de foyers d'habitation ou sur certains équipements². Les travaux de Jean-Louis Cohen et André Lortie sur l'enceinte de Thiers à Paris ont montré l'empreinte importante laissée par cette ceinture militaire dans la région parisienne jusqu'à aujourd'hui avec sa ré-appropriation en boulevard périphérique³. Les auteurs analysent « les épisodes tortueux de l'édification, du déclassement et du remplacement de l'enceinte de Thiers [comme] un processus unitaire »⁴ pour mieux comprendre l'évolution structurelle et spatiale de la capitale française. L'empreinte « militaire » laissée en région parisienne est très marquée morphologiquement. Ceci n'est pas comparable avec les traces présentes en région lyonnaise. Cependant les terrains militaires, fortifications ou lieux d'hébergement de garnisons, deviennent progressivement des lieux stratégiques

sous le poids de la croissance urbaine surtout quand ils se situent au cœur de la cité ou dans sa périphérie immédiate⁵.

- 2 Nous proposons dans cet article de revenir sur le cas de la région lyonnaise en analysant en quoi les terrains militaires nourrissent spatialement un certain nombre de projets et d'aménagements urbains au XX^e siècle⁶. Dans le contexte d'urbanisation accélérée que connaît la France en général et Lyon en particulier, les terrains militaires deviennent des enjeux fonciers importants, des années 1920 aux années 1960. Nous reviendrons sur les projets et réalisations d'aménagements et d'équipements qui ont été imaginés ou ont vu le jour. À travers ces différents exemples, notre propos sera particulièrement sensible à la façon dont les autorités locales et les urbanistes ont profité de ces exceptions foncières pour remodeler ou tenter de remodeler la cité.
- 3 Après un rappel des principaux ouvrages militaires présents dans la région lyonnaise, nous reviendrons d'abord sur les premiers déclassements dans les années 1910-1930 en nous intéressant aux idées et aux projets que ces nouveaux territoires libérés ont suscité chez les urbanistes. Puis nous insisterons sur la nécessité de libérer les terrains militaires pour répondre aux besoins de la croissance urbaine en instaurant progressivement, au rythme de l'urbanisme réglementaire, un cadre de discussion et de programmation autour de cette question⁷.

Retour sur les ouvrages militaires présents dans la région lyonnaise

- 4 Dans une ampleur beaucoup moins importante que Paris, Lyon n'échappe tout de même pas aux logiques militaires entre les années 1830 et les années 1880, largement nourries par un contexte de montée en puissance des logiques nationales et des menaces extérieures renforcées par les invasions de 1815 et 1870. Ainsi, deux lignes d'ouvrages militaires⁸ encerclent successivement Lyon.
- 5 La première ligne de fortifications construite à partir de 1832 est constituée d'une enceinte continue renforcée par des forts qui lui sont adossés. Elle entoure un espace urbain discontinu et non uniforme, rassemblant à la fois des quartiers respectant la trame orthogonale du tissu urbain (comme le quartier des Brotteaux) et des espaces plus désorganisés issus de la trame rurale. Cette première enceinte est due au « Général Fleury [qui] lance autour de la cité lyonnaise, à 2 000 m de la ville, une ceinture d'ouvrages détachés longue de 26 km sur laquelle, malgré la nouveauté du genre, plane encore la grande ombre de Vauban »⁹.
- 6 Cette ceinture est composée des forts de la Duchère, de Caluire, de Montessuy, des redoutes du Bel-Air¹⁰, du Haut Rhône, de la Tête d'Or, de la lunette¹¹ des Charpennes, des forts des Brotteaux, de la Part-Dieu, de Villeurbanne (Montluc), de la lunette des Hirondelles, des forts de la Motte, du Colombier, de la Vitriolerie, de la Mulatière, de Sainte-Foy, Saint-Irénée, d'une enceinte continue, de la lunette du Fossoyeur, des forts Loyasse, de Vaise, de la batterie¹² de Pierre Scize, du fort Saint Jean, de l'enceinte continue de la Croix-Rousse.
- 7 Dans les années 1880, cette première ceinture militaire est déclassée pour tout ce qui concerne la rive gauche du Rhône, et ainsi « à partir de 1886, donne naissance à la « rocade » constituée par les boulevards du Nord (puis des Belges), des Brotteaux, Vivier Merle et des Tchécoslovaques »¹³.

- 8 L'apport de cet ensemble d'ouvrages militaires est primordial pour comprendre comment dès les années 1880 la libération des premiers terrains militaires permet de redessiner certains espaces urbains. Ici, ils permettent donc de tracer les premiers grands axes urbains de la ville de Lyon sur la rive gauche du Rhône. Ce sont des axes structurants de l'espace urbain lyonnais qui s'est développé depuis le début du XIX^e siècle.

Figure 1

Carte des principaux ouvrages de la deuxième ceinture militaire autour de l'agglomération Lyonnaise construite entre 1870 et 1894.

© Marie-Clotilde Meillerand.

- 9 Ce déclassement est contemporain de la mise en place de la seconde ceinture de forts (**fig. n°1**). Construite à partir de 1870/1874¹⁴, elle s'inscrit dans un mouvement d'intensification des systèmes de défense autour des grandes villes françaises comme à Dunkerque, Grenoble ou Toulon. En France entre 1874 et 1886, 459 millions de francs sont dépensés pour les fortifications¹⁵. La solution la plus répandue dans cette période de sophistication des armes et de la stratégie est la solution des forts détachés aux abords des espaces urbains. C'est le cas autour de Lyon¹⁶.

« Cette ceinture s'établira au nombre théorique de 6 km du noyau central, distance qui sera modulée en fonction des accidents du terrain, des commandements et des vues. La distance également théorique entre deux forts, de façon à satisfaire au mutuel et solide appui de leurs feux croisés, sera aussi de 6 km »¹⁷.

- 10 Est ainsi réparti un ensemble d'ouvrages tels que le fort du Mont Verdun, les batteries de Narcel, de Monthou/des Carrières, de la Freta, de Sathonay, le fort de Vancia, l'ouvrage de Neyron, la batterie de Sermenaz, la nouvelle enceinte, l'ouvrage de Décines, le fort de Meyzieu, l'ouvrage d'Azieu-non construit, le fort de Genas, la batterie de Lessignas, le fort de Bron, la batterie de Parilly, les forts de Saint-Priest, de Corbas, de Feyzin, de Millery, de

Montcorin, l'ouvrage de Champvillars, le fort de la côte Lorette, le fort du Clos roux-non construit, les fort de Bruissin, de Chapoly, et du Paillet.

- 11 De plus, à cet ensemble de forts est adjointe une « nouvelle enceinte ». En effet, le déclassement de la première ceinture de fortifications des années 1840 sur la rive gauche du Rhône est décidé par la loi du 21 août 1884. Elle entérine également la construction d'une ligne fortifiée plus éloignée¹⁸ qui selon Sylvain Petit et Franck Scherrer, n'est « d'ailleurs constituée que d'une butte en herbe et d'un fossé en eau »¹⁹. Ce que confirme la vue de profil du mur d'enceinte ci-dessous où l'on observe la profondeur du fossé relativement modeste (**fig. n°2**).

Figure 2

Vue de profil du mur d'enceinte fortifié, fin XIX^e siècle. AML, 923 WP 37.

© Archives municipales de Lyon.

- 12 Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici est de savoir ce que deviennent ces parcours d'enceinte et ces ouvrages militaires au cours du XX^e siècle.
- 13 En effet, à partir des années 1910, les impératifs d'aménagement et d'extension se font de plus en plus sentir dans les grandes villes françaises. Lyon n'échappe pas à la règle. L'ingénieur en chef de la ville de Lyon, Camille Chalumeau, mène de premières réflexions sur un plan d'aménagement d'embellissement et d'extension (PAEE) de la ville de Lyon dès 1912. Après la Première Guerre mondiale, une loi est votée imposant aux villes de plus de 10 000 habitants la réalisation d'un PAEE. Les services municipaux en charge de ces études à Lyon dressent l'état des lieux des terrains urbanisés, des équipements nécessaires, des projets d'aménagement... Au cœur de la cité, les territoires « protégés » comme le sont les terrains militaires deviennent des enjeux de taille. En 1919, les édiles lyonnais s'inscrivent dans la dynamique parisienne et profitent de l'inscription à l'ordre du jour du Parlement du déclassement des fortifications parisiennes pour y être associés expliquant que « Lyon étouffe dans son corset suranné de vieux remparts. Sa grandeur ne doit plus souffrir de la servitude militaire »²⁰ et précisant : « Notre ville, qui se développe jour après jour, a besoin d'être débarrassée d'un système archaïque de protection qu'aucun intérêt ne justifie plus. Le déclassement de nos fortifications couvrirait la

construction des terrains indispensables. Il nous permettrait de poursuivre l'exécution de notre plan d'extension. Il serait aussi utile aux communes voisines qu'à nous même »²¹. Le déclassement des terrains militaires est alors présenté comme un élément indispensable de la réalisation et des projets de PAEE car « le problème est plus que mûr, et je reconnais, de la façon la plus nette, qu'il faut en finir avec ces vieilles murailles, qui privent les cités de leur faculté nécessaire d'expansion et les gênent au point de vue de l'élégance, de la commodité et de l'hygiène »²².

- 14 C'est dans cette dynamique que les ouvrages militaires de la première ceinture situés sur la rive droite de la Saône sont déclassés par la loi du 29 juillet 1920 par son article unique qui précise :
- 15 « Sont déclassés et rayés du tableau des places de guerre, les ouvrages dépendant de la place de Lyon désignés ci-après :
 - l'enceinte de Fourvière
 - le fort de la lunette de Ste Foy
 - le fort St Irénée
 - le fort de Loyasse et sa lunette
 - le fort de Vaise
 - le fort de la Duchère
 - le fort de St Jean
 - le fort de Caluire
 - le fort de Montessuy et ses redoutes (Caluire)
 - l'enceinte de la rive gauche du Rhône.
- 16 La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la chambre des députés, sera exécutée comme loi d'État »²³.
- 17 Le déclassement total des terrains relance les débats sur l'utilisation des terrains libérés et notamment pour la ville de Lyon, les communes suburbaines et le département du Rhône. De nombreux projets d'embellissement et de voirie voient le jour tels que « la création d'un boulevard de ceinture, de parcs, promenades, belvédères, voies publiques, cités-jardins, constructions de maisons d'habitations »²⁴. En effet, suite à la loi de déclassement de juillet 1920, le Maire de Lyon écrit au Gouverneur militaire pour évoquer les utilisations futures²⁵ des terrains libérés des contraintes militaires appartenant désormais aux communes suburbaines, au département ou à l'État. Il précise :
- 18 « Il me semble que les collectivités (...), au lieu d'agir isolément, étudient au contraire, de concert, les moyens propres à coordonner leurs efforts pour résoudre, dans l'intérêt général, les questions relatives à la cession des terrains militaires déclassés, à la mise en état de viabilité, aux moyens financiers de réalisation, etc. »²⁶.
- 19 Malgré cette volonté de collaboration intercommunale, des difficultés rythment les premiers projets et renforcent l'enjeu important que constituent ces territoires au cœur et à la périphérie de Lyon.

Quelles réutilisations des terrains militaires ?

- 20 Les terrains militaires peuvent concerner différents types d'aménagement liés au développement urbain, que ce soient des voies de communications périphériques ou intra-urbaines, de restructuration du centre, des équipements publics (résidence universitaire, parcs urbains)... Au lendemain des premiers déclassements, en 1921, une

« commission intermunicipale en vue de l'utilisation, dans l'intérêt général, des terrains militaires déclassés » est mise en place. Son intitulé traduit bien l'état d'esprit des édiles de l'époque, les déclassements s'imposant au nom de l'intérêt général et pour le développement de la cité.

- 21 À Lyon, un des premiers exemples d'utilisation d'une implantation militaire urbaine à des fins civiles est la transformation au début des années 1920 du Fort Saint-Irénée pour y accueillir l'Institut franco-chinois. Après négociations avec le ministère de la Guerre, les locaux de l'ancien fort Saint-Irénée sont en effet réinvestis en salles de cours et en dortoirs pour les étudiants²⁷. Ce fort aménagé accueillera des étudiants chinois pendant plus de 25 ans. Il s'agit cependant d'un cas extrêmement isolé pour cette période. Depuis le site est occupé par des résidences étudiantes.
- 22 Au-delà de cet exemple, et en observant les argumentaires des diverses réunions qui ont lieu entre les autorités militaires et les autorités civiles dans l'entre-deux-guerres, des projets d'aménagement sont élaborés. Il est possible d'observer différentes thématiques justifiant le déclassement puis l'utilisation des terrains militaires à des fins civiles. Deux principales motivations peuvent être identifiées sur la période que nous privilégions, des années 1920 aux années 1960.

Des raisons hygiénistes et « vertes »

- 23 En adéquation avec les préoccupations du moment²⁸, la question hygiéniste prend une place non négligeable dans les réflexions menées autour de la libération de ces espaces. Elle renvoie alors dans les projets envisagés à la création de parcs, jardins associés à des espaces d'habitations. À Lyon lors des premiers déclassements de 1920 principalement motivés par le projet de boulevard de ceinture sur lesquels nous reviendrons ensuite, d'autres idées accompagnent ce grand équipement, notamment « la création de promenades, de belvédères, de cités-jardins »²⁹. Si les réalisations à vocation hygiéniste ne voient pas vraiment le jour sur ces premiers terrains militaires libérés dans l'entre-deux-guerres, en revanche, cette thématique associant ces terrains à la question des espaces verts est omniprésente jusqu'à la fin des années 1960. Elle réapparaît par exemple pendant les années 1940 dans les projets d'aménagement de l'agglomération lyonnaise dressés par l'architecte-urbaniste Lambert. Lors de la présentation de ces différents projets, ce dernier précise ainsi : « il est à remarquer que le Plan du groupement d'urbanisme de la région lyonnaise propose d'utiliser progressivement, mais au maximum, les éléments que, au fur et à mesure des amodiations décidées par l'administration militaire, pourrait offrir le système de forts extérieurs de l'ancien Camp retranché de Lyon. Celui-ci pourrait assurer dans l'avenir les points d'appui nécessaires à l'établissement des systèmes de parcs de hauteurs et des espaces de détente, de jeux, et de loisirs pour la population de l'agglomération lyonnaise »³⁰. D'autres projets sont aussi élaborés à partir des terrains militaires situés à l'intérieur de la ville de Lyon. C'est le cas du projet dessiné par Lambert pour le fort Lamothe (**fig. n°3**). Ce dernier est aménagé en résidence étudiante agrémentée de grands espaces verts.

Figure 3

Un projet de réaménagement du Fort Lamothe par l'architecte-urbaniste Lambert, 1940-1945. AML, 2 S Atlas 23/24.

© Archives municipales de Lyon.

- 24 Dans ces divers projets, Lambert propose une exploitation des ouvrages militaires situés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville de Lyon ; la prise en compte de ces ouvrages et constructions est une approche relativement nouvelle régulièrement reprise au cours des décennies suivantes. Cependant, les obligations de l'après-guerre, les destructions notamment, laissent de côté ces préoccupations de réaménagement et d'utilisation civile de ces territoires militaires. Pendant les années 1950, les services techniques de la ville de Lyon et les architectes en charge du plan d'urbanisme ne réussissent pas à mettre au point et à faire valider de grandes orientations d'aménagement. Les hésitations de la politique nationale renforcent également les difficultés d'élaboration d'un plan d'urbanisme faisant l'unanimité³¹. En 1961, face à cette situation complexe, le maire de Lyon charge un nouvel urbaniste en chef, C. Delfante, d'établir un plan d'urbanisme de Lyon et de sa région. Cette période est une période prolifique en matière d'études d'urbanisme et d'aménagement. Dans ces réflexions, les terrains militaires sont à nouveau l'objet d'attentions et d'enjeux importants, sous le poids de la croissance démographique et des besoins qui lui sont liés. Dans les propositions faites par C. Delfante, les terrains militaires sont considérés ainsi : « Les forts, emprises et bâtiments, pourraient être utilisés par le tourisme et les loisirs : restaurants, auberges de jeunesse, installations sportives... » et l'administration départementale de l'équipement du Rhône envisage « la possibilité de réunir au moins six de ces forts par une route touristique qui constituerait une chaîne départementale de loisirs »³².

- 25 La question de l'utilisation des emprises militaires à l'intérieur ou à proximité des espaces urbains est considérée comme une occasion inespérée de renforcer et de compléter l'offre d'espaces verts et d'espaces d'agrément/détente. Il s'agit d'une préoccupation constante sur la période étudiée. Cet aspect est intéressant et mériterait d'être approfondi, notamment en matière de réalisations concrètes.

Des besoins nés avec l'urbanisation : logement, cités universitaires, équipements routiers, infrastructures...

- 26 Au-delà de cette question que l'on retrouve de façon chronique, la libération de terrains militaires nourrit des projets d'équipements importants. Un projet phare pour la municipalité de Lyon et le département du Rhône est celui du boulevard de ceinture autour de Lyon (**fig. n°4**). La réalisation de ce dernier est étroitement liée et même tributaire de la « libération » de ces terrains militaires.

Figure 4

Le boulevard de ceinture dans les années 1920-1930 autour de Lyon, Archives départementales du Rhône (ADR), 694 W 537.

© Archives départementales du Rhône.

Un projet d'envergure : le boulevard de ceinture

- 27 Au moment du déclassement des terrains militaires en 1920, des difficultés émergent de la part des communes concernées par le mur d'enceinte. Si toutes sont convaincues de la nécessité d'utiliser le parcours de ce mur d'enceinte pour la mise en place d'un boulevard circulaire autour de Lyon, le transfert de ces terrains de l'administration militaire vers les communes concernées est plus complexe. En effet, Lyon, Villeurbanne, Bron, Saint-Fons

et Vénissieux souhaitent que le ministère des Armées cède gratuitement les terrains de l'ancien mur d'enceinte. Dans un premier temps, aucun accord n'est trouvé entre les parties et le projet reste bloqué. En 1926, aucune évolution n'est programmée. L'intervention du maire de Lyon est nécessaire. Son positionnement dans le gouvernement de l'époque lui permet d'obtenir enfin ces terrains. En effet, Édouard Herriot, alors maire de Lyon, est aussi président de la Chambre des députés. Il écrit à son ami et collègue Paul Painlevé, ministre de la Guerre, en lui expliquant : « Mon cher Ministre, Il faut absolument que nous nous occupions de la suppression des fortifications militaires de Lyon, qui sont devenues intolérables. Veux tu me dire comment je dois procéder et comment nous pouvons nous mettre d'accord sur cette procédure ? »³³. Quelques jours plus tard, P. Painlevé s'adresse alors à É. Herriot et lui précise que ses prédécesseurs se sont heurtés à la lenteur des services de l'administration des Finances, et propose donc « pour hâter la solution, [de saisir] de nouveau le ministère des Finances afin qu'il prescrive à l'administration locale des Domaines de ne plus mettre obstacle à la remise des terrains qui doivent être aliénés »³⁴. Après divers échanges, à la fin de l'année 1927, les terrains militaires sont libres de toute aliénation. Les services techniques du département du Rhône mandatés pour la réalisation de cet équipement public peuvent alors commencer études et travaux³⁵. Ainsi, cette ligne fortifiée qui traverse Lyon et les communes limitrophes sert alors « d'assiette » au futur boulevard de ceinture construit à partir de 1928.

- 28 De cette seconde ceinture de fortifications³⁶, il faut donc retenir avant tout ce mur d'enceinte qui accompagne la deuxième génération de forts, notamment sa forme circulaire qui initie et nourrit spatialement le futur boulevard. Par ailleurs, ce type d'aménagement permet « d'organiser une continuité dynamique du tissu urbain entre centre-ville et banlieues, en modelant des liaisons et en suturant des coupures »³⁷.
- 29 Le second intérêt de cette première couronne « militaire » réside dans le fait que plusieurs forts connaissent une reconversion au cours du second XX^e siècle et représentent un véritable « ressort » pour l'urbanisation qui s'accélère après 1945³⁸. C'est notamment le cas des terrains autour du fort de la Duchère (**fig. n°5**), qui connaît un déclassement précoce. Pendant les années 1940, il est cédé temporairement au ministère de la Justice pour être transformé en prison pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette fonction est abandonnée après les tristes expériences de cette période et le fameux « mur des fusillés » établi par les Allemands sur ce site. Au début des années 1950, un projet commun entre le ministère de l'Éducation nationale, le ministère des Sports et celui de la Construction donne naissance à un ensemble d'habitations, bien connu aujourd'hui. Le plan du quartier du futur grand ensemble établi par les architectes mandatés montre l'intégration du fort dans un projet urbain plus global. En 1960, le fort de la Duchère en lui-même est transformé en complexe de loisirs et de sports (voir **fig. n°5**). Jusqu'au début des années 1960, ce sont des opérations relativement simples et isolées qui ont lieu.

Figure 5

Plan d'aménagement du quartier de la Duchère, Archives de la DDE du Rhône.

© Archives de la DDE.

- 30 D'autres exemples existent. À la fin des années 1950, une douzaine d'hectares sont cédés autour du fort de Montessuy pour la réalisation d'un quartier d'habitation. En 1957, la réalisation du campus et de la faculté des sciences dans le quartier de la Doua entraîne la cession de 44 hectares pour l'installation d'un projet pilote en France : l'institut national de sciences appliquées (INSA).
- 31 L'opération du quartier de la Part-Dieu peut être considérée comme un ultime échange avant une évolution dans les procédures et les rapports entre administration civile et administration militaire face à l'urbanisation croissante du début des années 1960. En effet, en 1958, 22 hectares de terrains, propriété de l'Armée, sont libérés afin de nourrir spatialement le futur quartier d'affaires qui verra le jour au début des années 1970. Cette opération est considérée comme « test » des relations entre ces administrations au profit de l'aménagement urbain³⁹.

Quand l'urbanisation butte sur les terrains militaires

- 32 Pourtant ce n'est pas sans un certain nombre de difficultés que ces réalisations voient progressivement le jour pendant les années 1960. En effet, l'administration militaire, après la Seconde Guerre mondiale, est largement sollicitée pour abandonner ses servitudes et ses propriétés notamment au cœur des grandes villes françaises. Juste pour la région Rhône-Alpes, l'Armée cède plus de 540 hectares entre 1957 et 1970 ; les protocoles d'accord les plus importants ont été signés avec Lyon pour 174 hectares et Grenoble pour 75 hectares. Il est intéressant pour ces deux villes de noter que c'est à l'occasion des projets de « jeux olympiques », en 1961 à Lyon pour un projet non abouti et

à Grenoble pour ceux qui ont eu lieu en 1968, que des commissions mixtes ont été mises en place pour ces négociations. Pourtant l'Armée souhaite conserver un certain nombre de terrains et les négociations sont souvent très complexes. À partir de 1957/1958, elle freine le rythme des cessions et des échanges de terrains. Ceci n'est pas sans poser certaines difficultés. Pour se protéger du déclassement, mais surtout du grignotage foncier près des ouvrages qu'elle conserve, elle s'appuie sur une loi de 1832 lui accordant des servitudes autour de ses principaux bâtiments. Ces servitudes sont déclinées autour de trois degrés d'impact autour des bâtiments militaires.

- 33 Il s'avère cependant que les exigences de ces servitudes sont de moins en moins adaptées au développement urbain. Elles sont très souvent dénoncées par les autorités civiles et parfois même enfreintes. Ceci fait dire au début des années 1960 à l'administration préfectorale soumise à ces règles que :
- 34 « l'agglomération lyonnaise se développe à une cadence accélérée surtout depuis ces dernières années et des communes qui hier encore étaient considérées comme rurales, sont touchées de plus en plus profondément par le phénomène d'urbanisation, que ce soit par la création des zones résidentielles ou par celle des zones industrielles. C'est le cas en particulier de certaines communes de l'Isère dont l'activité industrielle et commerciale tend à se développer en relation de plus en plus intime avec celle de la ville de LYON et qui voient leur équilibre traditionnel se transformer sans pour autant atteindre un nouvel équilibre satisfaisant.
- 35 Aux difficultés considérables inhérentes à ce phénomène s'ajoutent dans cette région celles provenant de l'existence d'anciennes servitudes militaires de fortifications dont le maintien en l'état risque de bloquer beaucoup d'initiatives locales qui se manifestent pour assurer une urbanisation harmonieuse.
- 36 M. le préfet du Rhône, par un récent envoi, vous a exposé d'une manière générale et complète les incidences sur le développement de l'agglomération lyonnaise, du maintien de telles servitudes. Je partage entièrement son opinion sur les solutions qu'il a été amené à suggérer. Mais je m'attacherai spécialement à un cas particulier en vous signalant celui de la commune de Feyzin dans laquelle nos efforts tendent tout en ménageant une zone résidentielle, à créer « une zone à urbaniser en priorité ». Dans cette commune en 1957, la direction départementale de la construction du Rhône, avait donné son accord à la construction d'un certain nombre d'immeubles dont plusieurs se trouvent situés sur des terrains frappés de servitudes militaires. Il semble qu'une certaine confusion se soit manifestée alors, ce service de L'État considérant l'accord des services du Génie de Lyon, comme tacitement acquis alors que ceux-ci déclarent avoir signifié au maire de Feyzin leur opposition à de telles constructions »⁴⁰.
- 37 Mais ce moment de ralentissement des échanges entraîne le vote de nouveaux textes pour faciliter les échanges et permettre à la fois de répondre aux besoins du développement urbain tout en préservant pour l'Armée les moyens d'exercer ses missions. En effet, plusieurs textes sont votés à partir de 1958 pour permettre à l'Armée de mieux gérer les terrains dont elle a la propriété. La loi de finances de 1965 propose un recensement des terrains militaires sans emploi. Ce premier recensement est aussi un moyen de préparer l'avenir des territoires situés au cœur des espaces urbains denses. Ces textes ont ainsi permis de répondre aux exigences des plans d'aménagement dans le cadre de l'urbanisme réglementaire à partir du début des années 1960. C'est dans cette dynamique que se mettent en place les commissions mixtes entre administration civile et administration

militaire dans les régions où la confrontation entre terrains militaires et urbanisation est forte. La requête principale de ces commissions est d'établir une coordination sur le long terme entre les projets d'aménagement et les terrains militaires susceptibles d'être libérés. Dans la région lyonnaise, de premières rencontres ont lieu et aboutissent à la mise en place d'une sorte de retro-planning des cessions éventuelles à plusieurs échéances dans les trente années à venir⁴¹. Ces différents projets sont cartographiés à l'époque (**fig. n°6**).

Figure 6

Carte schématique des transferts de terrains militaires réalisés et envisagés à Lyon. ADR, 3856 W 204.

© Archives départementales du Rhône.

- 38 L'installation de ce protocole est une façon de mettre un terme à l'improvisation des multiples cessions. Ceci s'inscrit dans la logique des SDAU qui introduisent la notion de prospective en urbanisme et en aménagement du territoire à partir des années 1960⁴².

Conclusion

- 39 Dans cet article, les terrains militaires ont été présentés comme une ressource particulière du développement urbain au cours du XXe siècle. Nous avons pu observer le rôle non négligeable qu'ont pu jouer les propriétés de l'Armée dans la mise en place de grands projets d'aménagement dès les années 1920 comme avec l'exemple du boulevard de ceinture autour de Lyon. L'accélération de l'urbanisation et ses conséquences ont progressivement transformé les arrangements à l'amiable du début du siècle en une procédure beaucoup plus réglementée et surtout projetée dans le temps à partir des années 1960/1970. Sur l'ensemble de cette période, nous nous sommes efforcés de mettre en évidence les liens indéniables qui existaient entre la politique d'aménagement du territoire et la libération des enclaves militaires au sein de l'espace urbain lyonnais à

l'instar de l'exemple du quartier d'affaires de la Part-Dieu entre autres. Bien d'autres projets auraient pu être évoqués pour illustrer ce phénomène de libération d'emprises pour servir les besoins de l'urbanisation comme ceux qui ont permis d'installer l'aéroport international de Lyon sur la commune de Satolas en 1975. Au début des années 2000, les transferts se poursuivent comme le Fort Saint-Irénée transformé en résidence étudiante ou encore le Fort Lamothe acquis en 2007 par le Grand Lyon pour devenir un parc urbain⁴³.

NOTES

1. - Cet article s'appuie sur un travail de thèse qui s'est intéressé de façon mineure à la contribution des enceintes militaires à la définition de l'agglomération lyonnaise. Le travail plus approfondi sur les terrains militaires comme ressort de l'urbanisation est en cours. Nous sommes très intéressés par tout travail ou information pouvant permettre de compléter ou amender cette analyse. D'autre part, je remercie Mary Guillochon pour son aide précieuse pour le résumé en version anglaise.

2. - Voir REITEL, François. Les aspects militaires et leurs conséquences sur l'aménagement du territoire. In **Régions, villes et aménagement. Mélanges jubilaires offerts à Jacqueline Beaujeu-Garnier**. Paris : Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, 1987, p. 523-539. Nous renvoyons également au travail de thèse de Marie Charvet sur l'évolution des considérations autour des fortifications parisiennes au moment de leur déclassement. Voir CHARVET, Marie. **Les fortifications de Paris. De l'hygiénisme à l'urbanisme 1880-1919**. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005. Voir aussi l'article récemment paru de MORET, Frédéric. Définir la ville par ses marges. La construction des fortifications de Paris. In **Histoire urbaine**, 2009, n° 24, p. 97-118.

3. - Voir COHEN, Jean-Louis, LORTIE, André. **Des fortifs au périph. Paris, les seuils de la ville**. Paris : Éditions Picard/Pavillon de l'Arsenal, 1991.

4. - Voir COHEN, Jean-Louis, LORTIE, André. **Des fortifs au périph. Paris, les seuils de la ville**. Paris : Éditions Picard/Pavillon de l'Arsenal, 1991, p. 10.

5. - Dans un travail sur les liens entre aménagement du territoire et terrains militaires, Alain Monferrand revient sur ces liens et dresse un tableau des terrains et des effectifs militaires dans les grandes villes françaises. Il démontre l'impact que l'administration militaire a sur différents ensembles urbains particulièrement à partir du cas de la région Centre. Voir MONFERRAND, Alain. **Défense nationale et aménagement du territoire. Analyse d'une région de programme**. Paris : Ateliers d'impression de l'armée, 1972.

6. - Voir PETITET, Sylvain, SCHERRER, Franck. Figures et métamorphoses du fait militaire dans la ville contemporaine : l'exemple lyonnais. In **Centre-Presqu'île-Lyon**, n° 28, 2002/2003, p. 42-50. Les auteurs reviennent sur les traces restantes des terrains militaires dans la ville ordinaire que ce soit au niveau de certains bâtiments ou dans le tracé viaire.

7. - Ce travail est principalement réalisé sur la base d'une étude des échanges entre les municipalités de l'agglomération lyonnaise et de la préfecture du Rhône avec l'administration militaire.

8. - Dans un premier temps, il s'agit d'une enceinte quasi-continue avec des forts adossés. Dans un second temps, il s'agit d'une ligne de forts détachés.

9. - Voir METTEY-BUNEVOD, Madeleine. **Les fortifications de Lyon dans la première moitié du 19^{ème} siècle**. Thèse de doctorat d'histoire, Université Lyon 2, 1998, p. 90.
10. - Il s'agit d'un ouvrage de fortification détaché, ancêtre du blockhaus.
11. - Il s'agit d'un ouvrage militaire composé de deux faces et de deux flancs, et ouvert à la gorge.
12. - Il s'agit d'un ouvrage de fortification destiné à recevoir des pièces d'artillerie et le matériel nécessaire à leur service.
13. - Voir PETITET, Sylvain, SCHERRER, Franck. Figures et métamorphoses du fait militaire dans la ville contemporaine : l'exemple lyonnais. In **Centre Presqu'île-Lyon**, n° 28, 2002/2003, p. 48. À l'est de cette rocade s'installent progressivement, au cours du XIX^e siècle, les lignes de chemins de fer reliant Perrache à la gare de la Guillotière, puis à celle de la Part-Dieu et des Brotteaux. Voir la thèse d'histoire en cours sur le chemin de fer à Lyon (1830-1937) de Thomas Bourelly, sous la direction d'Olivier Faron. Dès les années 1960, l'autoroute urbaine LY 2 (périphérique à l'intérieur du périphérique) est également projetée plus à l'est de cette rocade. Abandonnée depuis, et remplacée dans les années 1980 par le projet de boulevard de l'Europe, aujourd'hui réalisé en partie, la fin de la réalisation est quasiment abandonnée étant donné les contraintes de réalisation des lignes de tramways T3 et T4. Ce boulevard avait pour objectif de permettre une trouée sud-nord et nord-sud, du Boulevard des États-Unis au sud, au Pont Poincaré au nord, en passant par la nouvelle rue de la Villette.
14. - Suite à l'instruction du 9 mai 1874. In METTEY-BUNEVOD, Madeleine. **Les fortifications de Lyon dans la première moitié du 19^{ème} siècle**. Thèse de doctorat d'histoire de l'art, Université Lyon 2, 1998, p. 91.
15. - Voir DESPORTES, Marc, PICON, Antoine. **De l'espace au territoire. L'aménagement en France 16^{ème}-20^{ème} siècle**. Paris : Presses de l'ENPC, 1997, p. 104.
16. - Longue de 65 kilomètres, la ceinture de forts autour de Lyon rassemble 27 ouvrages.
17. - Voir : METTEY-BUNEVOD, Madeleine. **Les fortifications de Lyon dans la première moitié du 19^{ème} siècle**. Thèse de doctorat d'histoire de l'art, Université Lyon 2, 1998, p. 91.
18. - Voir l'article de **Lyon républicain**, 19 mars 1919. Archives municipales de Lyon (AML), 960 WP 32.
19. - Voir PETITET, Sylvain, SCHERRER, Franck. Figures et métamorphoses du fait militaire dans la ville contemporaine : l'exemple lyonnais. In **Centre Presqu'île-Lyon**, n° 28, 2002/2003.
20. - Le déclassement des fortifications. In **Le Progrès**, 20 mars 1919. AML, 960 WP 32.
21. - Voir la note du maire de Lyon du 15 janvier 1919. AML, 960 WP 32.
22. - Le déclassement des fortifications. In **Le Progrès**, 20 mars 1919. AML, 960 WP 32.
23. - Voir le compte-rendu de la réunion du 15 novembre 1920. AML, 960 WP 32.
24. - Voir le procès-verbal de la réunion de la conférence intercommunale des maires des communes de Lyon, Villeurbanne, Bron, Vénissieux et Saint-Fons, 19 mai 1921. AML, 960 WP 32.
25. - Sont concernés par exemple les « *projets de voirie, parcs, promenades, cités-jardins, constructions de maisons ouvrières...* ». AML, 960 WP 32.
26. - Voir la lettre du Maire de Lyon au Gouverneur militaire de la région, 4 novembre 1920. AML, 960 WP 32.
27. - L'institut franco-chinois disparaît en 1946. Nous nous permettons ici de renvoyer à l'exposition virtuelle en ligne réalisée par la bibliothèque municipale de Lyon. Elle permet d'y observer de belles photographies des bâtiments d'origine et des aménagements faits pour accueillir ces étudiants. Voir le site : <http://www.bm-lyon.fr/lyonetlachine/>.
28. - Voir BOURDELAIS, Patrice (dir.). **Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques**. Paris : Éditions Belin, 2001.
29. - Voir le vœu de la commission départementale des sites et monuments au sujet du déclassement des fortifications, 28 septembre 1920. AML, 960 WP 32.

30. - Voir la Note complémentaire sur l'occupation et l'utilisation dans le plan régional des emprises militaires extérieures au territoire communal de Lyon, 2 décembre 1946, JH Lambert. AML, 968 WP 35.
31. - Sur ce point, nous renvoyons à la deuxième partie de notre thèse qui revient sur les travaux d'urbanisme des années 1950 dans la région lyonnaise. Voir MEILLERAND, M.-C. **Penser l'aménagement d'une métropole en 20^{ème} siècle. Enjeux territoriaux, acteurs locaux et politiques publiques**. Lyon : Université de Lyon, Thèse de doctorat d'histoire contemporaine, 2010.
32. - Voir la réunion du Groupe d'études et de programmation du Rhône, 23 janvier 1967. Archives de la Direction départementale de l'Équipement du Rhône (Archives de la DDE), 920001-33.
33. - Voir la lettre d'É. Herriot au ministre de la Guerre, P. Painlevé, 11 janvier 1926. AML, 960 WP 32.
34. - Voir la lettre de P. Painlevé, ministre de la Guerre au maire de Lyon, É. Herriot, 19 janvier 1926. AML, 960 WP 32.
35. - Sur les études menées pour construire ce boulevard, voir les travaux de : GARDON, Sébastien. Pouvoirs urbains et ingénieurs de l'État. La construction d'infrastructures routières dans la région lyonnaise au 20^{ème} siècle. In **Métropoles**, n° 2. Voir sur le site : <http://metropoles.revues.org/462>, 2007.
36. - Cette seconde ceinture de forts est progressivement déclassée après 1945, les terrains militaires sont peu à peu transférés à la charge des municipalités, ce qui est intéressant en termes d'espaces libérés pour répondre aux besoins de l'urbanisation ; mais les bâtiments sont aussi une charge importante dans le budget et la gestion des communes.
37. - Voir GAUDIN, Jean-Pierre. **L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930**. Paris : Champvallon, 1985, p. 32.
38. - Auparavant d'autres reconversions importantes avaient déjà eu lieu. Par exemple, le Fort du Colombier devient la Place Jean Macé et donne naissance à un nouveau quartier au début du XX^e siècle avec la construction d'une nouvelle mairie, d'un commissariat et d'un ensemble d'habitations.
39. - Nous renvoyons ici au livre récemment publié sur l'histoire de la Part-Dieu par son architecte Charles Delfante. Voir DELFANTE, Charles. **La Part-Dieu. Le succès d'un échec**. Lyon : Éditions Libel, 2009.
40. - Voir la lettre du 15 juillet 1960 du préfet de l'Isère au ministre des armées. Archives de la DDE, 920001-146.
41. - Voir la publication LIRA de décembre 1970. **Aménagement du territoire et politique immobilière des armées dans la région Rhône-Alpes**. Archives départementales du Rhône, 3856 W 204.
42. - Voir la troisième partie de notre thèse. MEILLERAND, M.-C. **Penser l'aménagement d'une métropole en 20^{ème} siècle. Enjeux territoriaux, acteurs locaux et politiques publiques**. Lyon : Université de Lyon, Thèse de doctorat d'histoire contemporaine, 2010.
43. - Le Grand Lyon a signé le 4 juillet 2007 les actes d'acquisition afin d'y réaliser un grand parc urbain.

RÉSUMÉS

Cet article revient sur la place des emprises militaires au sein de la ville contemporaine. En partant du cas de la région lyonnaise, l'analyse revient sur les liens qui existent entre les terrains militaires et un certain nombre de projets et d'aménagements urbains élaborés au cours du XX^e siècle. À travers différents exemples, notre propos sera particulièrement sensible à la façon dont les autorités locales et les urbanistes ont profité de ces exceptions foncières pour remodeler ou tenter de remodeler la cité. L'objectif est aussi d'identifier les différentes raisons qui ont justifié le retour de ces territoires dans le domaine civil, des raisons hygiénistes jusqu'aux exigences des équipements liées à l'accélération de l'urbanisation.

This article reexamines the importance of military-owned land at the heart of the contemporary city. Taking the Lyon region as an example, the analysis returns to the links that existed between military-owned land and a certain number of urban and redevelopment projects elaborated during the twentieth-century. Taking various examples into consideration, this article focuses in particular on the ways that local authorities and urban specialists have taken advantage of these real estate privileges to remodel, or attempt to remodel, the city. This article also aims to identify the different reasons that legitimized a return from military-owned to civilian-owned land such as those ranging from public health to those concerning the demands made by installations linked to the acceleration of the urbanization process.

INDEX

Mots-clés : urbanisation, vingtième siècle, Lyon, terrains militaires, hygiénisme

Keywords : urbanization, twentieth-century, Lyon, military-owned land, public health

AUTEUR

MARIE-CLOTILDE MEILLERAND

Université de Lyon mcmeillerand@gmail.com